



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

Politique budgétaire

Question au Gouvernement n° 20

Texte de la question

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Clémentine Autain.

**Mme Clémentine Autain** . Encore une saignée ! Monsieur le Premier ministre, vous faites de belles phrases sur les services publics, mais la réalité de vos choix politiques les précipite dans le chaos. L'hôpital, l'éducation, les transports ou la culture n'ont pas besoin de jolis mots mais d'esprit public et de moyens. Or vous annoncez, pour commencer, 40 milliards d'euros de baisse de dépenses publiques ! Ces nouvelles coupes claires, c'est la continuité de la destruction programmée de nos biens communs.

Savez-vous qu'un budget comporte deux colonnes, les recettes et les dépenses ? Contrairement à vos prédécesseurs, vous envisagez d'utiliser la colonne des recettes pour combler le déficit public. L'effort demandé aux hyper-riches est toutefois dérisoire : seuls 0,3 % des ménages les plus fortunés seront concernés, de manière temporaire et dans des proportions anecdotiques. Vous ne récupérerez que 2 milliards d'euros - une peau de chagrin. Ce n'est même pas la moitié de ce que le budget de l'État a perdu quand la macronie a supprimé l'ISF en 2018. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

**M. Thibault Bazin** . Jean-Luc Mélenchon, il est riche quand même !

**M. Pierre Cordier** . Il paie l'ISF !

**Mme Clémentine Autain** . Le ruissellement est allé dans les poches des hyper-riches et des grands groupes pendant que la majorité se serre la ceinture. Ce n'est pas un hasard si au cours des dix dernières années la richesse des 500 plus grandes fortunes a augmenté de 1 000 milliards d'euros et si les dividendes versés aux actionnaires du CAC40 ont presque été multipliés par deux en seulement trois ans. Pendant ce temps, des gens meurent sur des brancards ; nous n'arrivons plus à recruter suffisamment d'enseignants ; le quatrième âge et la petite enfance sont maltraités. Il nous faudrait aussi répondre enfin à de nouveaux besoins en créant par exemple une sécurité sociale alimentaire ou un grand service public de la réparation et du réemploi.

Je vous le demande : par où allez-vous commencer votre saignée ?

**M. Thibault Bazin** . Par les Insoumis !

**Mme Clémentine Autain** . Les Français ont au moins le droit de le savoir.

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué chargé de l'industrie*. Je vous prie d'excuser le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, retenu par une réunion européenne.

Vous avez eu des mots très durs comme « saignée » et fait référence à la notion d'austérité. Je voudrais quant à moi vous donner un chiffre : 1 600 milliards d'euros, 22 000 euros par Français, du plus jeune au plus âgé,...

**M. Pierre Cordier** . Il faut en parler à Bruno Le Maire !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . ...tel est le montant de notre dépense publique annuelle. Derrière ce chiffre prennent corps toutes nos politiques publiques – d'éducation, de sécurité, de soutien à nos entreprises. Ce chiffre traduit ce qu'est la réalité de notre modèle social.

Peut-on parler d'austérité, de « saignée », alors même que la dépense publique va continuer de progresser dans le budget qui vous sera proposé dans quelques jours ? La dépense publique va progresser en valeur – de 2,1 % – tout en tenant compte de l'évolution des prix. Il faut donc raison garder, madame la députée. Certains considèrent que maîtriser les dépenses publiques, c'est sombrer dans l'austérité. À ceux-là, je veux dire la chose suivante : qui a vu de près une politique austéraitre – des licenciements de fonctionnaires,...

**M. Pierre Cordier** . On n'a pas le droit de licencier des fonctionnaires !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . ...des baisses dans les traitements, les pensions et les subventions publiques – conviendra que ce que nous allons vous proposer n'est pas un budget d'austérité. Ce que nous vivons, ce n'est pas l'austérité.

La réalité, c'est que dans les dernières années, nous avons été au rendez-vous de la protection – celle des Français et de nos entreprises. Désormais, nous avons une ambition : revenir sous les 3 % de déficit public à l'horizon 2029. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe EcoS.*) Je vous le dis en responsabilité (Soupirs sur plusieurs bancs) :...

**Mme Julie Ozenne** . En responsabilité, bien sûr !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . ...ce n'est pas un budget d'austérité ;...

**Mme Sophie Taillé-Polian** . Vous n'y croyez même pas !

**M. Sébastien Chenu** . Qu'est-ce que c'est mauvais !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . ...c'est précisément un budget qui préserve l'avenir de nos enfants et la pérennité de notre modèle social, nous permettant d'agir en responsabilité.

**M. Sébastien Chenu** . Il n'y a même pas d'applaudissements tellement c'est nul !

**Mme la présidente** . Il vous reste quatre secondes, madame Autain.

**Mme Clémentine Autain** . Quatre secondes pour dire que les Mozart de la finance confirment leur obsession pour la réduction de la dépense publique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et LFI-NFP.*)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Clémentine Autain](#)

**Circonscription** : Seine-Saint-Denis (11<sup>e</sup> circonscription) - Écologiste et Social

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 20

**Rubrique** : Finances publiques

**Ministère interrogé** : Industrie

**Ministère attributaire** : Industrie

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 9 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 octobre 2024